



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Gestion de la deuxième vague du covid-19

Question au Gouvernement n° 3447

Texte de la question

GESTION DE LA DEUXIÈME VAGUE DU COVID-19

M. le président. La parole est à M. Boris Vallaud.

M. Boris Vallaud. Monsieur le Premier ministre, hier étaient convoqués en urgence un puis deux conseils de défense. Les chefs de parti et de groupe parlementaire, ainsi que les partenaires sociaux ont été, à leur tour, reçus cet après-midi ; des ministres ont quitté précipitamment le banc pour rejoindre Matignon, et le ministre des solidarités et de la santé a annulé l'audition à laquelle il devait se rendre cet après-midi devant la mission d'information sur l'impact, la gestion et les conséquences de l'épidémie de covid-19.

Le sentiment d'un vent de panique est saisissant. Le 14 juillet dernier, le Président de la République affirmait que nous étions prêts à affronter une seconde vague. Vous-même, le 27 août, vous déclariez : « Face à la pandémie, il n'y a pas de quoi s'affoler. » Le 22 octobre, le ministre des solidarités et de la santé avançait, à l'appui du couvre-feu, que « sans mesures nouvelles là où c'est nécessaire pour freiner l'épidémie, il y aurait, dans les quinze jours, jusqu'à 50 000 malades diagnostiqués quotidiennement. » Ce seuil a été atteint quatre jours après cette déclaration.

Je crains que vous n'ayez, d'une certaine manière, participé d'un relâchement dans notre combat contre le virus.

Aujourd'hui, c'est l'alarme, le Conseil scientifique alerte depuis plusieurs semaines sur une incidence de la maladie hors de contrôle. L'hôpital se prépare au pire et des mesures difficiles doivent être prises.

Monsieur le Premier ministre, les Français sont inquiets de l'épidémie, mais ils le sont aussi des tergiversations dans la gestion de la crise. (*Exclamations sur les bancs du groupe LaREM.*) Depuis le début de celle-ci, les députés Socialistes et apparentés ont agi avec responsabilité et ont formulé des propositions chaque fois qu'ils le pouvaient – en vain, je vous l'accorde. Nous avons toujours défendu le strict respect des dispositions sanitaires que vous aviez décidées.

Un député du groupe LaREM. C'est le minimum !

M. Boris Vallaud. Mais nous avons besoin de clarté, de transparence et de diligence. Monsieur le Premier ministre, il devient difficile de croire que vous avez tiré toutes les conséquences de la première vague, notamment dans la préparation de l'hôpital, et de ne pas considérer que vous avez manqué d'anticipation et que vous avez échoué dans le déconfinement dont vous aviez la responsabilité. Les Français ont besoin de comprendre pour avoir confiance, surtout avec les efforts qu'ils ont accomplis.

Un député du groupe LR. Il est sec !

M. Boris Vallaud. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous nous rassurer ? Avez-vous encore le contrôle de la situation ? Quelle est la stratégie du Gouvernement ? Allons-nous vers un nouveau confinement ? *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SOC.)*

M. Maxime Minot. On n'y croit plus !

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'autonomie.

Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée chargée de l'autonomie. La situation sanitaire, nous en convenons tous, n'a cessé de se dégrader en France, comme dans les autres pays. Les chiffres sont malheureusement implacables, la deuxième vague est là et elle est très forte.

M. Michel Herbillon. On vous l'avait dit !

Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée . Plusieurs dispositifs ont été déployés, notamment l'état d'urgence sanitaire sur l'ensemble du territoire national et le couvre-feu, décrété dans plus de cinquante-quatre départements, dont un outre-mer.

M. Pierre Cordier. Le 14 juillet, Macron a dit qu'il serait prêt !

Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée . Ces mesures sont difficiles, mais absolument nécessaires pour protéger les Français face à cette vague, qui met en danger les plus vulnérables, mais également notre système de santé et son personnel. Celui-ci se bat sans relâche contre le virus depuis le mois de mars, et nous pouvons encore le saluer !

M. Fabien Di Filippo. Avec des réponses comme celle-là, il ne faut pas s'étonner !

Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée . Depuis le début de la crise, le Gouvernement a engagé une démarche de transparence vis-à-vis des Français et de l'ensemble des forces politiques, ce que vous demandez. Les collectivités concernées sont conviées à des points réguliers avec les préfets et les ARS – agences régionales de santé.

M. Fabien Di Filippo. Le 14 juillet, le Président de la République avait promis qu'il serait prêt !

Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguée. Ces concertations se prolongent à l'échelle nationale avec les organisations politiques de notre pays.

Même transparence avant le déploiement des couvre-feux dans les métropoles, qui, vous le savez, ne sont pas décidés de gaieté de cœur, mais sont l'un des outils pour freiner la circulation du virus.

Réponse efficace,...

M. David Habib. Ah oui ? Bravo !

Mme Brigitte Bourguignon, ministre déléguéelocale et adaptée, depuis plusieurs mois, notre stratégie face au virus a été graduée et territorialisée. Nous avons choisi d'agir ville par ville plutôt que de favoriser des interdictions généralisées. Toutes ces mesures ont porté leurs fruits. *(Exclamations sur plusieurs bancs du groupe SOC.)* La rentrée scolaire a pu avoir lieu, ce que tout le monde salue.

Malheureusement, comme partout en Europe, la circulation du virus s'accélère dans l'ensemble du territoire national. Nous en prenons acte et...

M. Fabien Di Filippo. La cigale ayant chanté tout l'été...

Mme Brigitte Bourguignon, *ministre déléguée*nous continuerons d'agir pour prévenir et limiter autant que possible les différents foyers de contamination. Personne n'a la solution, mais nous agissons. Tel est le sens de notre action, qui évolue...

M. Fabien Di Filippo. C'est dramatique !

Mme Brigitte Bourguignon, *ministre déléguée*en parfaite transparence et conséquence.
(*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.*)

Données clés

Auteur : [M. Boris Vallaud](#)

Circonscription : Landes (3^e circonscription) - Socialistes et apparentés

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3447

Rubrique : Santé

Ministère interrogé : Autonomie

Ministère attributaire : Autonomie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 octobre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [28 octobre 2020](#)